



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée
6 novembre 2021
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre
Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session
Glasgow, 31 octobre-6 novembre 2021

Point 20 b) de l'ordre du jour
Questions administratives, financières et institutionnelles
Budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023

Budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023

Projet de conclusions proposé par la Présidente

Additif

Recommandation de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

À sa cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre a recommandé le projet de décision ci-après pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa seizième session :

Projet de décision -/CMP.16

Budget du relevé international des transactions

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto,

Rappelant le paragraphe 5 de l'article 13 du Protocole de Kyoto,

Rappelant également les décisions 11/CMP.3, 10/CMP.5, 9/CMP.6, 8/CMP.8, 8/CMP.11, 7/CMP.13 et 5/CMP.15,

Reconnaissant l'importance d'un financement suffisant et stable du relevé international des transactions,

Reconnaissant également l'importance du bon fonctionnement du relevé international des transactions pour les Parties énumérées à l'annexe B du Protocole de Kyoto reproduite à l'annexe I de la décision 1/CMP.8,

1. *Approuve le budget du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2022-2023, qui s'élève à 3 851 948 euros, aux fins précisées dans le projet de budget du relevé international des transactions¹ ;*

¹ FCCC/SBI/2021/4/Add.2.



2. *Décide* de maintenir le montant de la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du montant estimatif des dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions ;
3. *Autorise* la Secrétaire exécutive à prélever 2,5 millions d'euros sur les soldes non utilisés du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au titre des exercices antérieurs afin de financer une partie du budget de l'exercice biennal 2022-2023 ;
4. *Autorise également* la Secrétaire exécutive à prélever des fonds sur les soldes non utilisés du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au titre des exercices antérieurs pour compenser un éventuel manque à gagner résultant de la déconnexion de certaines Parties du relevé international des transactions ;
5. *Prend note* que la mesure décrite au paragraphe 3 est exceptionnelle et nécessaire afin de déboursier les fonds non utilisés, dont le montant est élevé, et *estime* que des droits devront être perçus au titre du relevé international des transactions selon qu'il conviendra au cours des prochains exercices biennaux ;
6. *Prend note également* que les soldes non utilisés du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au titre d'exercices antérieurs qui resteraient après l'application des mesures décrites aux paragraphes 3 et 4 pourront être utilisés pour financer le budget des futurs exercices biennaux du relevé international des transactions ;
7. *Demande* à l'administrateur du relevé international des transactions de communiquer, dans ses rapports annuels, le montant du solde non utilisé du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au titre de l'exercice biennal précédent tel qu'établi au moment de la publication desdits rapports ;
8. *Adopte* le barème des droits d'utilisation du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2022-2023 tel qu'il figure à l'annexe ;
9. *Décide* que les droits d'utilisation du relevé international des transactions acquittés par les Parties pour l'exercice biennal 2022-2023 seront calculés en multipliant le barème des droits applicable à chaque Partie, figurant à l'annexe, par le montant du budget du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2022-2023, et ajustés pour les Parties qui ne sont actuellement pas connectées au relevé international des transactions, compte tenu du montant prélevé sur les soldes non utilisés comme indiqué au paragraphe 3, en fixant le solde des droits au même montant pour la première et la deuxième année de l'exercice biennal, comme indiqué dans l'annexe ;
10. *Prie* la Secrétaire exécutive d'informer les Parties connectées au relevé international des transactions durant l'exercice biennal 2022-2023 du montant des droits annuels, calculés conformément au paragraphe 9, dont elles devront s'acquitter dans les meilleurs délais, et si possible au moins quatre mois avant le début de l'année civile considérée ;
11. *Décide* que si une Partie se connecte au relevé international des transactions pour la première fois ou s'y reconnecte, le barème des droits d'utilisation applicable à ladite Partie est le barème figurant à l'annexe ou, si la Partie n'est pas mentionnée dans le tableau de l'annexe, est égal à 130 % de son barème ajusté pour le Protocole de Kyoto pour l'exercice biennal correspondant ;
12. *Décide également* que les droits acquittés par une Partie qui se connecte au relevé international des transactions pour la première fois ou s'y reconnecte seront déduits du montant des ressources nécessaires pour les activités relatives au relevé international des transactions durant le prochain exercice biennal ;
13. *Décide en outre* que les droits acquittés par une Partie qui se connecte au relevé international des transactions pour la première fois ou s'y reconnecte pendant l'exercice biennal 2022-2023 seront calculés au prorata de la période comprise entre la date de connexion ou de reconnexion de son registre et la fin de l'exercice biennal, exception faite de la période pour laquelle les droits ont déjà été acquittés ;

14. *Décide* que si une Partie se déconnecte au cours de l'exercice biennal 2022-2023, les droits d'utilisation devront être acquittés pour la durée entière de l'année pendant laquelle la déconnexion est intervenue et que, si la déconnexion intervient pendant la première année de l'exercice biennal et que la Partie ne se reconnecte pas au cours de la deuxième année, les droits correspondant à la deuxième année ne s'appliqueront pas ;

15. *Décide également* que, si une Partie s'est déconnectée avant l'exercice biennal 2022-2023, les droits ne s'appliqueront pas jusqu'à ce que ladite Partie se reconnecte au relevé national des transactions ;

16. *Autorise* l'administrateur du relevé international des transactions à déconnecter le registre d'une Partie du relevé international des transactions si la Partie en cause n'a pas acquitté ses droits d'utilisation, sous réserve que la déconnexion ne soit pas opérée moins de quatre mois après le début de l'année civile considérée, qu'au moins deux rappels aient déjà été adressés à la Partie concernée et que des consultations aient eu lieu avec elle avant le dernier rappel ;

17. *Demande* à l'administrateur du relevé international des transactions de fournir, dans ses rapports annuels pour 2022 et 2023, des informations sur les transactions portant sur les unités prévues par le Protocole de Kyoto ;

18. *Demande également* à l'administrateur du relevé international des transactions de publier, dans ses rapports annuels, un tableau indiquant le barème et le montant des droits et l'état des versements pour toutes les Parties connectées au relevé international des transactions.

Annexe

Droits d'utilisation du relevé international des transactions pour l'exercice biennal 2022-2023

<i>Partie</i>	<i>Barème des droits pour 2022-2023 (%)</i>	<i>Droits calculés pour 2022 avant comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2023 avant comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2022 après comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2023 après comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>
Allemagne	15,35	303 714	303 714	106 597	106 597
Australie	2,841	56 204	56 204	19 726	19 726
Autriche	1,588	31 422	31 422	11 029	11 029
Bélarus ^a	0,073	–	–	–	–
Belgique	1,973	39 035	39 035	13 700	13 700
Bulgarie	0,036	703	703	247	247
Croatie	0,079	1 572	1 572	552	552
Chypre	0,061	1 207	1 207	424	424
Danemark	1,323	26 168	26 168	9 184	9 184
Espagne	5,311	105 086	105 086	36 883	36 883
Estonie	0,028	559	559	196	196
Fédération de Russie ^a	2,743	–	–	–	–
Finlande	1,009	19 962	19 962	7 006	7 006
France	10,667	211 061	211 061	74 078	74 078
Grèce	1,065	21 079	21 079	7 398	7 398
Hongrie	0,437	8 647	8 647	3 035	3 035
Irlande	0,797	15 763	15 763	5 532	5 532
Islande	0,737	14 584	14 584	5 119	5 119
Italie	9,090	179 847	179 847	63 122	63 122
Japon	14,939	295 585	295 585	103 744	103 744
Kazakhstan ^a	0,157	–	–	–	–
Lettonie	0,032	641	641	225	225
Liechtenstein	0,188	3 724	3 724	1 307	1 307
Lituanie	0,055	1 096	1 096	385	385
Luxembourg	0,153	3 020	3 020	1 060	1 060
Malte	0,021	416	416	146	146
Monaco	0,181	3 579	3 579	1 256	1 256
Norvège	2,319	45 882	45 882	16 104	16 104
Nouvelle-Zélande	0,961	19 011	19 011	6 672	6 672
Pays-Bas	3,352	66 320	66 320	23 277	23 277
Pologne	0,896	17 728	17 728	6 222	6 222
Portugal	0,943	18 659	18 659	6 549	6 549
Roumanie	0,125	2 482	2 482	871	871
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	11,888	235 221	235 221	82 556	82 556
Slovaquie	0,113	2 234	2 234	784	784
Slovénie	0,171	3 393	3 393	1 191	1 191
Suède	1,917	37 938	37 938	13 316	13 316

<i>Partie</i>	<i>Barème des droits pour 2022-2023 (%)</i>	<i>Droits calculés pour 2022 avant comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2023 avant comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2022 après comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>	<i>Droits calculés pour 2023 après comptabilisation du montant provenant des soldes non utilisés (euros)</i>
Suisse	2,760	54 611	54 611	19 167	19 167
Tchéquie	0,503	9 950	9 950	3 492	3 492
Ukraine	0,745	14 749	14 749	5 177	5 177
Union européenne	2,685	53 122	53 122	18 645	18 645
Droits	–	1 925 974	1 925 974	675 974	675 974
Montant provenant des soldes non utilisés d'exercices antérieurs	–	–	–	1 250 000	1 250 000
Total	–	1 925 974	1 925 974	1 925 974	1 925 974

^a Parties qui ne sont actuellement pas connectées au relevé international des transactions. Ces Parties devront acquitter des droits d'utilisation du relevé international des transactions en cas de connexion ou de reconnexion au relevé, conformément aux paragraphes 11 et 13 de la présente décision.